

ACTION URGENTE

UNE EXÉCUTION PRÉVUE AU TEXAS MALGRÉ LE HANDICAP MENTAL DU CONDAMNÉ

Ramiro Hernandez Llanas doit être exécuté le 9 avril, au Texas. Selon ses avocats, cette exécution n'est pas constitutionnelle car cet homme présente un handicap mental, comme le confirment six tests de QI effectués sur une période de presque 10 ans.

Ramiro Hernandez Llanas, ressortissant mexicain, a été condamné à la peine capitale en février 2000 pour le meurtre de son employeur Glen Lich, battu à mort dans son ranch du comté de Kerr le 14 octobre 1997.

Ramiro Hernandez Llanas a subi depuis une dizaine d'années une série de tests qui évaluent son QI à 50 ou 60. De surcroît, le recours en grâce qu'il a présenté en mars 2014 donne des éléments détaillés sur ses troubles du comportement adaptatif concernant toute une série de compétences : linguistiques, scolaires, conceptuelles, sociales, professionnelles et domestiques. Son QI n'a jamais été testé avant qu'il ait 18 ans, en raison de ses conditions de vie - son enfance, au Mexique, a été marquée par les violences et une extrême pauvreté, sa famille habitant une cabane faite de morceaux de carton, près d'une décharge où les membres de la famille fouillaient les ordures. Cependant, le recours en grâce contient des témoignages de parents, de voisins et d'enseignants qui indiquent que, dans son enfance, il manifestait une « grave déficience intellectuelle ».

En 2002, la Cour suprême des États-Unis a statué, dans l'arrêt *Atkins contre Virginie*, que l'exécution de personnes présentant une « arriération mentale » était contraire à la Constitution américaine. La Cour ne définissait pas l'« arriération » (aujourd'hui, on parle plutôt de handicap mental), mais elle renvoyait à des définitions utilisées par des instances professionnelles, qui mentionnent un fonctionnement cognitif significativement inférieur à la moyenne (correspondant généralement à un QI inférieur à 70), accompagné de capacités adaptatives limitées dans au moins deux domaines tels que communiquer, prendre soin de soi, travailler et se comporter en société. La Cour a laissé aux différents États le soin de mettre en place des « mesures adaptées » afin de respecter l'arrêt *Atkins*.

En plaidant avec succès pour la confirmation de la sentence capitale prononcée contre Ramiro Hernandez lors d'un recours consécutif à l'arrêt *Atkins*, en 2008, le ministère public s'est appuyé sur l'avis d'un psychiatre qui n'avait pas examiné personnellement les capacités mentales du prisonnier, qu'il n'avait même pas rencontré, mais estimait que ses déficiences « correspondaient à son groupe culturel ». Lorsqu'un État invoque des préjugés et des stéréotypes, il viole l'obligation qui lui incombe d'appliquer l'égalité devant la loi et la non-discrimination.

Le recours en grâce sollicite au minimum un sursis de 150 jours afin de pouvoir évaluer les conséquences sur ce dossier d'un arrêt à venir de la Cour suprême des États-Unis, *Hall contre Floride*, qui devrait être rendu avant la fin du mois de juin. La Cour cherche à déterminer si le dispositif adopté par la Floride pour évaluer les capacités intellectuelles des personnes encourant la peine de mort enfreint l'arrêt *Atkins*, et la décision qu'elle prendra pourrait avoir des conséquences sur le traitement de cette question dans d'autres États, dont le Texas.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue, en mentionnant le prisonnier #999342

- insistez sur les éléments convaincants qui prouvent que Ramiro Hernandez Llanas est atteint d'« arriération mentale » ;
- demandez aux autorités de commuer la sentence capitale, ou à tout le moins d'ordonner un sursis de 150 jours pour que la question de sa déficience intellectuelle puisse être examinée en profondeur après la publication de l'arrêt de la Cour suprême *Hall contre Floride* ;
- exprimez votre vive inquiétude devant l'avis donné par l'expert de l'État, qui reflétait un stéréotype ;
- soulignez que vous êtes conscient-e de la gravité du crime et de ses conséquences.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 AVRIL 2014 À :

Comité des grâces et des libérations
conditionnelles, Clemency Section,
Board of Pardons and Paroles, 8610
Shoal Creek Blvd., Austin, Texas 78757-
6814, États-Unis
Fax : +1 512 467 0945

Courriel : bpp-pio@tdcj.state.tx.us
**Formule d'appel : Dear Board
members, / Mesdames, Messieurs,**

Governor Rick Perry
Office of the Governor
PO Box 12428
Austin, Texas, États-Unis
Fax : +1 512 463 1849

**Formule d'appel : Dear Governor, /
Monsieur le Gouverneur,**

Copies à :

Service de presse du bureau du
gouverneur, Governor's Press office
Fax : +1 512 463 1847

Service juridique du bureau du
gouverneur, Office of the General
Counsel
Fax : +1 512 463 1932

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE EXÉCUTION PRÉVUE AU TEXAS MALGRÉ LE HANDICAP MENTAL DU CONDAMNÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Plus de dix ans après l'arrêt *Atkins*, le corps législatif texan n'a toujours pas promulgué la loi qui le mettrait en conformité avec cette décision. En l'absence d'un tel texte de loi, la cour d'appel pénale du Texas a publié en 2004 des lignes directrices, solution temporaire qui a suscité de vives inquiétudes à l'idée que des personnes qui devraient être protégées par l'arrêt *Atkins* peuvent être exécutées. Lors d'une audience d'un tribunal de l'État consacrée au cas de Ramiro Hernandez Llanas à la suite de l'arrêt *Atkins*, en 2008, ses avocats ont fait venir deux neuropsychologues qui l'avaient examiné. Ils parlaient espagnol l'un et l'autre ; l'un d'eux, d'après un juge fédéral des États-Unis qui l'a décrit en 2011, était doté d'une « grande expérience dans le domaine de l'arriération mentale, surtout quant à l'évaluation du fonctionnement neuropsychologique des personnes parlant l'espagnol ». Ces deux médecins ont estimé que Ramiro Hernandez Llanas était atteint d'« arriération mentale ». Pour sa part, l'État a convoqué un psychiatre qui n'avait ni examiné ni même rencontré le condamné, mais qui a critiqué l'opinion formulée par les experts de la défense et suggéré que cet homme était un simulateur, hypothèse que les autres experts avaient exclue. Ce psychiatre a fait sous serment la déclaration suivante : « pour une personne provenant de ce groupe culturel, M. Hernandez a paru s'adapter pour ce qui est de son indépendance personnelle et il a [...] fait preuve du niveau de responsabilité sociale des criminels appartenant à son groupe culturel. On rencontre fréquemment dans le groupe culturel de M. Hernandez des personnes qui ont une position socioéconomique inférieure, un taux de réussite faible, des compétences sociales réduites, un fort taux de toxicomanie et des niveaux importants de criminalité. Le comportement adaptatif de M. Hernandez correspond à son groupe culturel. » Le juge a ajouté foi à l'opinion de l'expert désigné par l'État et, en confirmant la sentence de mort, a mis l'accent sur certains détails relatifs au crime commis par l'accusé, sur les infractions qu'il avait commises antérieurement, ainsi que sur son entrée illégale aux États-Unis et sur la façon dont il avait su trouver du travail, ce qui prouvait, selon lui, qu'il ne souffrait d'aucun dysfonctionnement adaptatif.

Deux associations, l' American Association on Intellectual and Developmental Disabilities (AIIDD), fondée en 1876 (anciennement appelée American Association on Mental Retardation) et The Arc of the United States, la plus importante des organisations de terrain américaines qui œuvrent aux côtés de personnes atteintes de déficience intellectuelle et de retard de développement, ont soumis un mémoire à la Cour suprême, exhortant cette juridiction à se saisir de cette affaire. Ce mémoire affirme que « les tribunaux concernés se sont livrés à un exercice superficiel et réductionniste », bien loin de porter un jugement serein. Il souligne également que la « communauté médicale exige que l'évaluation des capacités intellectuelles d'une personne s'appuie sur une connaissance authentique de telle ou telle culture, et pas sur des stéréotypes raciaux indéfendables ». Il ajoute que « si les tribunaux sont autorisés à formuler des présomptions infondées sur ce que les personnes atteintes d'arriération mentale peuvent faire ou ne pas faire, des éléments significatifs révélant de véritables troubles du comportement adaptatif peuvent être invalidés, comme dans la présente affaire, par des allégations concernant l'emploi subalterne occupé par la personne concernée, ou le fait qu'elle a pu nouer des relations sociales, si dysfonctionnelles soient-elles. Pourtant, de nombreuses personnes atteintes d'arriération mentale peuvent trouver un emploi, avoir des relations amoureuses, obtenir un permis de conduire et l'utiliser ; elles peuvent suivre un raisonnement, faire des projets et manifester une cohérence verbale. Nier cette réalité, c'est en rester à des idées préconçues et à des conjectures mal informées. »

Le gouvernement mexicain a également remis à la Cour suprême des États-Unis un mémoire de soutien à Ramiro Hernandez Llanas. Entre autres points, ce mémoire souligne que le « caractère discriminatoire » de la position prise par l'expert mandaté par l'État à l'audience consécutive à l'arrêt *Atkins* « est d'autant plus clair » que cet expert « n'a jamais rencontré » le prisonnier, « n'a procédé à aucune évaluation » le concernant, et « n'a pas évalué personnellement les tests de déficience intellectuelle qui ont été pratiqués sur M. Hernandez par d'autres experts ». Qui plus est, l'expert « n'a rencontré personne de l'entourage de M. Hernandez ou de son groupe culturel au sens large qui ait eu directement connaissance de ses capacités adaptatives ». Selon le mémoire, le traitement réservé à Ramiro Hernandez Llanas « pose de sérieuses questions sur le droit à une égale protection dans les tribunaux américains, et atteste le dédain de ces juridictions pour l'obligation internationale incombant aux États-Unis de veiller à ce que ses procédures d'établissement des faits soient appliquées de manière égale, sans intention ni effet discriminatoires ».

Douze personnes ont été exécutées aux États-Unis depuis le début de l'année 2014, dont trois au Texas. Depuis l'adoption aux États-Unis de nouvelles lois relatives à la peine capitale et la reprise des exécutions judiciaires en 1977, 1 371 exécutions ont eu lieu à travers le pays, dont 511 au Texas.

Nom : Ramiro Hernandez Llanas, également appelé Ramiro Hernandez
Homme

AU 71/14, AMR 51/019/2014, 24 mars 2014